

# QUÉBÉCOIS



**BLOC**  
Québécois

**PLATEFORME  
POLITIQUE  
BLOC 2021**





# Sommaire

<b>Mot du chef</b>	<b>4</b>
<b>Au service des Québécois</b>	<b>7</b>
<b>Pour en finir avec la pandémie</b>	<b>9</b>
01. Transferts en santé	9
02. Conditions de vie des aînés	10
03. Leadership international	10
04. Pénurie de main-d'œuvre	11
05. Autonomie vaccinale	11
06. Entreprises saisonnières	11
<b>Québécois par ce que nous sommes</b>	<b>12</b>
07. Langue française	13
08. Contestation des choix du Québec	13
09. Solidarité avec les personnes malades	13
10. Liberté d'expression	14
11. L'image du Québec	14
12. Arts et culture	14
13. Égalité des femmes et des hommes	15
14. Lutter contre la violence familiale	15
15. Justice fiscale	16
16. Éthique	16
17. Relations de nation à nation	17
18. Soutien aux travailleurs	18
19. Société d'accueil	18
20. Un toit pour tout le monde	19
21. Relations internationales	19
22. Une société pacifique	20
23. Faire nos choix	20
<b>Québécois par ce que nous voulons</b>	<b>21</b>
25. Transition écologique	23
26. Nationalisme économique	24
27. Agriculture et agroalimentaire	25
28. Saine alimentation	25
29. Aérospatiale	26
30. Industrie forestière	26
31. Aluminium propre	27
32. Infrastructures	27
33. Mise en valeur du territoire	28
34. Achat local	28
35. Rapport d'impôt unique	29
36. Industrie navale	29
37. Saint-Laurent	29
38. Anciens combattants	29
<b>Québécois comme le Bloc</b>	<b>30</b>



# Mot du chef



**La plateforme électorale 2021 du Bloc a pour but de dégager les grands axes de notre progrès comme société, pendant et après la terrible pandémie qui nous ébranle. »**



Une campagne électorale est le moment fort de la démocratie. Elle met en scène les différentes visions de la société, de la Nation, de l'économie et de l'environnement, de la langue, des valeurs et des arts, et dans ce cas-ci, de notre réponse collective à un des plus redoutables défis de notre histoire. Cette fois donc, la campagne électorale doit aussi mettre en scène notre compassion.

Comment ne pas craindre en effet qu'un événement comme la pandémie de la COVID-19 qui a enlevé la vie à tant d'entre nous, et

qui s'accroche à notre quotidien, ne revienne dans un futur plus ou moins rapproché? Comment ne pas envisager des adaptations profondes et des changements importants à notre modèle économique qui pourrait ne pas résister à un autre tel événement et qui fait déjà face au défi des changements climatiques?

Tous les aspects de notre vie collective ont été touchés par la pandémie. Nous devons en ressortir plus forts, mieux préparés, et déterminés à relancer des réflexions parfois relayées au second plan par le drame auquel le Québec aura été confronté.

Dès l'été 2020, le Bloc Québécois a complété une large consultation des milieux économiques, sociaux, culturels, des arts et des communications, de la santé ainsi que des soins à apporter à nos gens les plus fragiles. Il a ensuite publié un premier plan de sortie de crise dans une perspective économique. Alors que le Bloc est le seul parti sur la scène fédérale qui souhaite influencer l'action de l'État sans aspirer à former un gouvernement, il est remarquable que nous ayons été les premiers à le faire, et pendant longtemps les seuls.

Aujourd'hui, pour des motifs qui semblent procéder bien davantage de l'intérêt partisan et personnel que de la santé publique ou du bien commun, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et le Parti libéral plongent le Québec et le Canada dans une campagne électorale malavisée alors même qu'ils prétendent souhaiter des mesures plus sévères de lutte au virus. C'est irresponsable. Toutefois, nous avons le devoir de nous inscrire dans le processus de bonne foi et dans la perspective de nous mettre au service des Québécois, d'en être la voix exclusivement nationale au parlement fédéral.

Le premier ministre Trudeau a la prétention de former un gouvernement majoritaire le 20 septembre. Les Québécois ne le souhaitent pas. Ils sentent que l'obligation imposée aux partis de construire des consensus est préférable, et beaucoup croient que, dans ce contexte, le Bloc Québécois est en position de force pour proposer et obtenir des gains pour le Québec. Je le crois aussi.

Le Bloc Québécois a aussi l'occasion de présenter son bilan de moins de deux ans de mandat aux Québécois. Un bilan qui contient des gains francs : versement des compensations aux agriculteurs lésés par les traités de libre-échange, protection de l'aluminium menacé par les mêmes traités, soutien financier à la recherche en foresterie, lois sur la protection future de la gestion de l'offre, la protection des fonds de retraite, l'assurance-emploi d'une durée de 50 semaines aux patients atteints d'une maladie grave, vote en faveur de l'application de la loi 101 aux entreprises et institutions sous juridiction fédérale et reconnaissance, sans condition, de la Nation québécoise dont la seule langue officielle et commune est le français en sont des exemples. Sans le Bloc, la loi C-10 sur la radiodiffusion se serait avérée une coquille vide et



n'aurait pas été votée, la loi sur l'aide médicale à mourir n'aurait pas été modifiée et, par exemple encore, le gouvernement n'aurait pas même pu faire adopter la loi de mise en œuvre de son propre budget contenant une trop faible bonification,

discriminatoire en plus, de la pension versée aux retraités. Enfin, sans le Bloc Québécois, la Chambre des communes du Canada n'aurait pas été contrainte de traiter de nouveau les Québécois avec respect.





Bien sûr, tout n'est pas parfait. Les aînés sont encore bien mal soutenus et ceux de 65 à 75 ans n'ont rien du tout pour affronter la pandémie. Les transferts en santé essentiels pour réduire l'attente des chirurgies, offrir des horaires de travail raisonnables au personnel infirmier ou recruter des travailleurs pour les soins de longue durée sont toujours l'objet d'un refus obstiné d'Ottawa. On continue à lire et entendre des commentaires injurieux sur la langue et les valeurs du Québec, quand ce n'est pas être carrément traité de raciste alors que le Québec est certainement la société la plus accueillante du continent. Il faut persévérer, donc, et nous en donner les moyens.

La plateforme électorale 2021 du Bloc a pour but de dégager les grands axes de notre progrès comme société, pendant et après la terrible pandémie qui nous ébranle. Nous devons nous préparer également au lendemain de cette crise. Les investissements sans précédent du fédéral au cours des derniers et des prochains mois vont créer un endettement collectif sans précédent. Dangereux, même. Ils ne reviendront pas deux fois. Il faut nous assurer, tout de suite, que cet argent qui vient de nos poches à tous soit judicieusement investi. Le plan des

libéraux et des conservateurs ne nous offre pas une telle garantie. Bien au contraire. Il n'y a qu'à nous souvenir du fait que les deux partis ont pris pour eux-mêmes des sommes importantes qui ne sont pas allées aux entreprises mises à mal par la crise en agriculture, en tourisme, en arts, dans les pêcheries ou le secteur industriel.

Je vous invite donc à prendre connaissance de la plateforme électorale du Bloc Québec dans le contexte de l'élection 2021. Elle est le fruit d'une longue et rigoureuse réflexion. Elle est le fruit aussi de nos incessantes tournées, virtuelles et physiques, à travers toutes les régions du Québec. La plateforme porte une vision qui reflète la confiance que les Québécois ont envers eux-mêmes, dans un avenir meilleur, accueillant, généreux, français, créant davantage de richesse durable à partir de nos ressources et de notre énergie propre, de notre innovation et de nos entrepreneurs, qu'en finançant le dangereux pétrole de l'Ouest.

Chaque jour de la campagne nous donnera l'occasion de préciser, détailler et enrichir cette vision de notre avenir, de notre économie, de nos valeurs et de notre soutien aux

La plateforme porte une vision qui reflète la confiance que les Québécois ont envers eux-mêmes, dans un avenir meilleur, accueillant, généreux, français, créant davantage de richesse durable à partir de nos ressources et de notre énergie propre, de notre innovation et de nos entrepreneurs, qu'en finançant le dangereux pétrole de l'Ouest.

aînés ou la revendication de notre part du financement de la santé.

Chaque jour de la campagne offrira l'occasion aux candidates et aux candidats ainsi qu'à moi-même de porter la voix du Québec vers le scrutin du 20 septembre.

Il n'existe pas d'élection qui ne soit pas importante, historique même. Participez, de grâce, et soyez au rendez-vous le 20 septembre!

**Nous sommes le Bloc. Et comme vous, nous sommes... Québécois**



**Yves-François Blanchet**  
Chef du Bloc Québécois

# Au service des Québécois

Les Québécois ont envoyé un message clair lors de l'élection de 2019 : refaire confiance au Bloc Québécois afin de défendre sans compromis leurs intérêts devant un gouvernement fédéral minoritaire.

Le Bloc Québécois a imposé le Québec à Ottawa. L'ordre du jour du Parlement canadien a été saisi par les priorités et les besoins des Québécois comme jamais depuis dix ans.

Durant ce bref mandat, le Bloc a poussé la Chambre des communes à consentir des avancées sans précédent pour l'identité québécoise. Nous avons obtenu le constat officiel par la Chambre, que le Québec inscrit dans la constitution qu'il forme une nation et que sa seule langue officielle et commune est le français. Nous avons obtenu un vote en faveur de l'application de la Charte de la langue française, la loi 101, aux entreprises de compétence fédérale. Nous avons fait plier des adversaires de la loi 21 sur la laïcité de l'État qui comptaient utiliser des fonds publics fédéraux pour faire le procès du Québec en Cour.

Le retour du Bloc a également permis des avancées en matière de solidarité, valeur chère à la nation québécoise. Nous avons obtenu l'appui de la Chambre des communes à une hausse sans condition des transferts en santé, à une augmentation de la pension de vieillesse pour tous les 65 ans et plus, ainsi qu'à un soutien accru et plus adéquat pour les personnes gravement malades en faisant passer à 50 semaines les prestations de maladie de l'assurance-emploi. La collaboration du Bloc a permis l'adoption de la nécessaire réforme de l'aide médicale à mourir. Nous avons aidé au rapatriement de plus de 2000 Québécois coincés à l'étranger lorsque la pandémie a frappé. Bref, le Bloc a été au service de ses concitoyens, en toute humanité et avec empathie.







**Tout au long de la campagne électorale, le Bloc Québécois présentera des propositions structurantes en vue de faire des gains pour le Québec, protéger et promouvoir ses valeurs fondamentales et sa culture ainsi qu'enclencher une relance verte créatrice de richesse pour chacune de ses régions grâce à l'innovation québécoise. Voici la trame que détaillera le Bloc Québécois afin de prouver à la nation québécoise qu'elle peut lui faire confiance pour défendre sans compromis et à chaque occasion ses intérêts.**

Les 32 élus du Bloc ont également transposé en actions concrètes le nationalisme économique qui caractérise le Québec. Nous avons obtenu un premier appui historique de la Chambre au principe d'un rapport d'impôt unique administré par Québec. Nous avons coupé les vivres au projet de commission pancanadienne des valeurs mobilières, et à la centralisation des autorités des marchés financiers à Toronto au détriment de Montréal. Nous avons rallié l'opposition à la nécessité de protéger l'agriculture québécoise en mettant fin aux brèches dans la gestion de l'offre dans les ententes internationales. Nous avons négocié et obtenu du fédéral une protection accrue pour l'aluminium, deuxième secteur d'exportation du Québec, alors que le Canada l'avait abandonné dans le libre-échange nord-américain. Nous

avons également obtenu l'appui de la Chambre pour faire des caisses de retraite des travailleurs, des créanciers prioritaires en cas de faillite d'une entreprise. Nous avons proposé des dizaines d'améliorations aux programmes d'aide fédéraux durant la pandémie, notamment en ce qui concerne les prêts offerts aux entreprises et la subvention salariale. Finalement, nous avons convaincu l'opposition de s'unir pour exiger la fin de l'évitement fiscal des entreprises dans les paradis fiscaux.

Ces avancées ne doivent pas être mises en péril par le déclenchement irresponsable d'élections hâtives par Justin Trudeau. Le Bloc Québécois continuera de défendre ces enjeux sans compromis et sans relâche. Parce qu'ils nous sont chers, à nous aussi. Parce qu'ils font partie de qui nous sommes.

# Pour en finir avec la pandémie

**La solidarité de la nation québécoise nous aura permis de profiter d'un été québécois autrement plus agréable que les longs mois de sacrifices l'ayant précédé. Mais avec la rentrée scolaire qui pointe le bout du nez; avec le variant Delta de la COVID-19 qui rôde; avec les problèmes structurels de notre réseau de soins de santé et notre personnel soignant à bout de souffle, la pandémie n'est pas tout à fait derrière nous. De nombreuses questions demeurent en suspens et le Bloc Québécois s'assurera d'obtenir, pour les Québécoises et les Québécois, les réponses dont ils ont besoin. La relance du Canada ne pourra écarter les besoins du Québec.**

## 01. Transferts en santé

On ne le dira jamais assez : la santé est la priorité des Québécois. La pandémie a plus que jamais révélé la nécessité de renforcer le réseau québécois de la santé. Les diminutions — voire ruptures — de services cet été dans nos centres de soins, confirment que la fin de la pandémie ne réglera pas d'un coup ces conséquences, notamment dues au sous-financement permanent de la santé par le fédéral.

Ottawa doit faire sa juste part pour que les personnes souffrantes aient accès à des soins de qualité et que notre personnel soignant ait du renfort et des conditions de travail dignes de son dévouement.

Le gouvernement fédéral devra augmenter les transferts en santé, sans condition, jusqu'à couvrir 35 % des coûts des soins de santé, comme l'exigent unanimement le Québec et les provinces. Le Bloc compte également le soutenir, par crédit d'impôt, les soins à domicile.

Les Québécois s'attendent à une hausse des transferts en santé et le Bloc en fait son principal cheval de bataille.







## 02. Conditions de vie des aînés

Les Québécoises et les Québécois se soucient de la qualité de vie à laquelle ont droit les aînés. Ceux-ci ont été les plus affectés par la pandémie et les moins adéquatement soutenus par le fédéral. Le Bloc Québécois proposera toute une série de mesures pour rehausser le niveau de vie des bâtisseuses et bâtisseurs du Québec dans chacune de nos régions et soutenir leur pouvoir d'achat dans une perspective de relance économique.

C'est le Bloc Québécois qui a soulevé au Parlement fédéral l'urgence d'augmenter la pension de vieillesse. L'augmentation de la pension mensuelle pour tous les aînés, dès 65 ans, demeure incontournable. Le Bloc Québécois rejette toute tentative de créer deux classes d'aînés en les discriminant selon leur âge.

Enfin, des dispositions archaïques et discriminatoires doivent être abolies dans la loi fédérale sur les pensions. En effet, les conjointes et conjoints survivants des pensionnés, dont le mariage ou l'union de fait a eu lieu après l'âge de 60 ans, ou après la retraite, sont privés de pension du défunt ou de la défunte.

Le Bloc Québécois exigera l'abrogation de ces dispositions discriminatoires qui portent atteinte à la dignité des aînés qui ont travaillé, entre autres, dans la fonction publique fédérale ou dans les Forces armées.

Les Québécoises et les Québécois souhaitent que les aînés profitent d'une retraite digne des efforts qu'ils ont consacrés toute leur vie à l'épanouissement de leur famille, de leur communauté et de leur nation. Nous en sommes.



## 03. Leadership international

À chaque étape de la pandémie, la gestion des frontières par le gouvernement fédéral a été marquée par l'improvisation, le cafouillage et les demi-mesures ayant pour résultat commun l'échec de l'endiguement de la propagation de la COVID-19. Ottawa doit enfin se ressaisir et offrir un plan détaillé pour la réouverture progressive des frontières, alors que les variants continuent de menacer et que la vaccination ne s'effectue pas au même rythme à travers la planète.

Le Bloc Québécois déposera un protocole de gestion d'éventuelles menaces pandémiques.

Le Bloc proposera que le Canada exerce un rôle de leadership auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin d'établir une stratégie concertée de reconnaissance des vaccins, de la vaccination mixte et de l'encadrement des quarantaines, tenant compte des développements de la pandémie dans les différents pays et de l'apparition de variants. Le Bloc propose l'établissement d'un mécanisme de vérification des preuves vaccinales mondiales permettant d'encadrer les voyages internationaux en fonction des vaccins reconnus par les autorités de santé publique. Enfin, le Bloc Québécois souhaite que le Canada milite activement pour la levée des brevets sur les vaccins afin que tous les pays du monde puissent enfin être outillés pour lutter contre la pandémie.

## 04. Pénurie de main-d'œuvre

La pénurie de main-d'œuvre dont font état nos entrepreneurs et entrepreneuses est certes amplifiée par la pandémie, mais elle existait déjà et ne prendra pas fin avec le retrait des mesures sanitaires.

Le Bloc Québécois proposera tout un train de mesures pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. Celle-ci inclura la suspension de la PCRE, tout en s'assurant qu'elle puisse être réactivée selon l'intensité des futures vagues et qu'elle demeure en vigueur pour les secteurs soigneusement ciblés et les catégories d'emploi pour qui la relance demeure lente, par exemple le secteur culturel ou l'aéronautique. Le Bloc Québécois proposera également des mesures encourageant le travail des aînés avec leur expertise inestimable, en permettant aux aînés à faible revenu de travailler davantage sans pénalité et en impliquant les nations autochtones, en plus de favoriser l'établissement en région des nouveaux arrivants et des diplômés.



## 05. Autonomie vaccinale

La pandémie a révélé les lacunes de l'industrie pharmaceutique canadienne et québécoise alors que nous dépendons à 100 % des pays étrangers pour notre approvisionnement en vaccins.

Le Bloc Québécois proposera une stratégie de production vaccinale à des fins d'autonomie, incluant notamment la mise en place de conditions nécessaires à l'essor d'une industrie de calibre mondial.

Les avancées scientifiques des dernières années ont fait apparaître des médicaments onéreux capables de déjouer plusieurs maladies rares. Le Bloc Québécois exigera du fédéral qu'il révise sa stratégie pour en faire baisser le coût, sans compromettre l'accès rapide à ces médicaments pour les patients, ni le développement de l'autonomie vaccinale. Le Bloc Québécois s'assurera également que la stratégie fédérale sur les médicaments onéreux s'harmonise avec la stratégie québécoise sur les maladies rares.

## 06. Entreprises saisonnières

Les entreprises uniques au Québec, comme nos cabanes à sucre, nos festivals et nos entreprises saisonnières qui ont perdu deux saisons entières en raison de la crise sanitaire, méritent un soutien fédéral mieux ciblé qui correspond à leur réalité. Le Bloc Québécois proposera des modifications aux programmes d'aide aux entreprises afin de s'assurer de la vitalité de l'ensemble de nos modèles de PME.



# Québécois par ce que nous sommes

## Les Québécoises et les Québécois forment une nation.

Une nation fière. Fière de sa langue commune et officielle, le français. Fière de son histoire de résilience, de créativité et de solidarité. Fière de ses valeurs fondamentales qui permettent l'hospitalité, le partage et l'égalité, valeurs qui font du Québec une véritable terre d'opportunités pour ceux qui y vivent, ceux qui y viennent et ceux qui y viendront.

Une nation qui se tient debout, mais surtout, qui se tient ensemble. Ensemble dans les bons moments, qu'il s'agisse de célébrer le Nouvel An ou notre été gorgé des saveurs uniques de nos producteurs locaux et de l'air vivifiant du fleuve. Ensemble dans les moins bons moments, comme à travers cette crise sanitaire dont nous espérons tant la fin.

Le Bloc Québécois soutiendra tout effort issu de l'Assemblée nationale visant à faire du Québec le seul maître d'œuvre de ses choix politiques, selon ses valeurs fondamentales.

Le Bloc Québécois promouvra à chaque occasion ce qui distingue le Québec et le rend unique à la face du monde.

Le Bloc Québécois s'opposera sans compromis à toute politique ayant pour effet de recadrer la nation québécoise dans une perspective canadienne, d'estomper ses différences, de réduire son influence ou de limiter sa capacité à prendre ses propres décisions.

**Parce que nous sommes le Bloc.**

## 07. Langue française

Les Québécois s'inquiètent de l'avenir de la langue française au Québec et sont solidaires des défis rencontrés par les communautés franco-canadiennes et acadiennes.

Le gouvernement du Québec, son Assemblée nationale et la Charte de la langue française défendent le français comme seule langue commune et officielle du Québec, incluant en milieu de travail. Le gouvernement fédéral et sa Loi sur les langues officielles défendent le bilinguisme, notamment en milieu de travail. Or, le bilinguisme se porte historiquement bien au Québec, c'est le français qui est en déclin et qu'il faut protéger.

Le Bloc Québécois utilisera toutes ses ressources pour s'assurer que la Loi sur les langues officielles fédérale ne s'applique plus aux entreprises privées du Québec. La Charte de la langue française québécoise doit s'appliquer partout sur notre territoire.

Le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour faire de la connaissance suffisante du français, une condition pour obtenir la citoyenneté à partir du Québec.

Le Bloc Québécois luttera avec les Acadiens et les Franco-Canadiens pour s'assurer que la réforme de la Loi sur les langues officielles serve en toute priorité la capacité de ces communautés à vivre et travailler en français.

## 08. Contestation des choix du Québec

Le Québec a récemment fait des choix de société importants visant à réitérer la laïcité de l'État québécois ainsi qu'à promouvoir et protéger la langue française. Ces choix appartiennent aux Québécoises et aux Québécois seulement. Le Bloc Québécois imposera au Parlement fédéral le respect des décisions qui ne le concernent pas; exigera qu'aucune somme d'argent public ne soit investie dans des contestations judiciaires des lois québécoises; et réitérera que le Programme de contestation judiciaire du Canada doit être confié à un autre organisme que l'Université d'Ottawa, dont le biais institutionnel hostile au Québec a été publiquement démontré. Le Bloc Québécois soutiendra également le droit à l'autodétermination de la nation québécoise, l'un de ses choix les plus fondamentaux, en exigeant l'abrogation de la Loi sur la clarté référendaire.

## 09. Solidarité avec les personnes malades

La nation québécoise protège les personnes vulnérables et ne ménage aucun moyen pour venir en aide aux personnes souffrant de maladies graves, comme le cancer. Ces personnes et leur famille ont souvent besoin de bien davantage que 15 ou même 26 semaines de soutien financier pour recouvrer la santé et retourner au travail. Or, Ottawa abandonne à leur sort les personnes les plus gravement atteintes en refusant d'augmenter les prestations spéciales de l'assurance-maladie jusqu'aux 50 semaines qui sont nécessaires.

En mémoire et en l'honneur d'Émilie Sansfaçon, militante pour le soutien des personnes atteintes de cancer et mère de famille, le Bloc Québécois n'aura de répit tant que les prestations spéciales de l'assurance-emploi n'auront pas atteint 50 semaines.







## 10. Liberté d'expression

Les Québécois ne sont pas chicaniers de nature, mais notre nation mène à terme ses débats de société, aussi houleux peuvent-ils être, grâce à la liberté d'expression de tous et chacun. Le Bloc Québécois s'oppose à la censure, à la mise au ban de débats de société et à la restriction des sujets pouvant être abordés sur la place publique, notamment en milieu universitaire, dans les médias et dans les assemblées législatives. Le Bloc Québécois continue sans réserve de condamner la haine en ligne, l'intimidation, tous les types de propos haineux, diffamatoires, incitant à la violence, ou toutes autres formes de discours qui constituent des infractions à la loi et méritent d'être sanctionnés en bonne et due forme. Le Bloc Québécois est fier de promouvoir le respect, l'écoute, l'empathie, le civisme et l'intelligence dans l'usage de la liberté d'expression.

## 11. L'image du Québec

Le Bloc Québécois n'acceptera pas que la réputation de la nation québécoise soit entachée par des attaques calomnieuses lorsque nous faisons valoir nos droits, notre langue et nos choix de société. Le Bloc Québécois s'opposera à chaque occasion au « Québec bashing » et dénonce les accusations de racisme injustement et fréquemment accolées à tout un peuple, sur la base de fausses prémisses. Le Bloc Québécois lancera une campagne de promotion de l'image du Québec dans le monde et un effort diplomatique pour assurer la présence internationale de notre nation. Cette campagne impliquera de faire valoir le droit inaliénable à l'autodétermination des Québécois ainsi que le rôle positif que joue le Québec dans le monde et qu'il pourrait accentuer en tant que pays, lorsque notre nation le choisira.

## 12. Arts et culture

Le Bloc Québécois propose le rapatriement de tous les pouvoirs en matière de culture et la création d'un organisme québécois se substituant au CRTC, parce qu'on ne confie pas sa culture à la nation voisine.

Les Québécois sont attachés à leur culture et tiennent à sa promotion ainsi qu'à sa protection. Les Canadiens, un peu moins. Cette différence a joué un rôle fondamental dans le sabordage de la loi C-10 visant à mieux encadrer la culture à l'ère du numérique et à forcer les géants du Web à faire leur part pour l'essor de l'art et des médias québécois.

Le Bloc Québécois s'engage à améliorer et redéposer cette réforme incontournable pour l'avenir de la création de langue française, notamment les amendements essentiels du Bloc qui assuraient la protection du contenu canadien et québécois, la « découvrabilité » et la mise en valeur des arts québécois et la production de contenu francophone. Le Bloc Québécois insistera jusqu'à gain de cause pour l'imposition des revenus des géants du numérique à un taux de 3 %, comme le fait déjà la France. Le Bloc Québécois imposera aux multinationales du Web des négociations avec les créateurs de contenu québécois et canadiens afin d'établir un partage équitable des revenus.

Le Bloc s'engage à se tenir derrière la culture québécoise afin d'assurer la pérennité et la prévisibilité des programmes et des subventions culturels et touristiques, alors que le secteur, ses créateurs, ses diffuseurs et ses petits comme grands événements, subiront encore les conséquences de la pandémie durant les quelques années à venir.

De plus, nous nous assurerons que les médias écrits et régionaux fassent partie de cette réforme. Le Bloc Québécois exigera, de plus, que les sommes perçues en taxes et impôts des géants du numérique soient redirigées vers un fonds dédié aux arts et à la culture du Québec ainsi qu'à nos médias.

## 13. Égalité des femmes et des hommes

L'égalité entre les femmes et les hommes est l'une des valeurs fondamentales de la nation québécoise.

Le Bloc Québécois lutte pour la préservation des acquis des femmes et constate que la meilleure manière d'éviter des reculs, c'est d'avancer. Le relèvement de la pandémie est l'occasion de mettre en œuvre une relance inclusive mettant à pleine contribution le leadership des femmes dans les décisions publiques, dans les milieux d'affaires et dans leurs communautés. Le Bloc Québécois est résolument féministe et persistera dans sa défense des droits des femmes en matière de justice, de travail et d'équité.

Le Bloc Québécois réitère et défend le droit inaliénable des femmes à disposer de leur corps.

Le Bloc Québécois compte mettre fin à l'abandon par l'assurance-emploi des jeunes mères lorsqu'elles perdent leur emploi à la fin de leur congé parental.

Le Bloc Québécois souhaite encourager la participation des femmes à la vie politique en instaurant un remboursement plus élevé aux partis politiques qui font élire un nombre de femmes correspondant à la zone paritaire.

Le Bloc Québécois exigera qu'Ottawa contribue aux initiatives québécoises touchant l'accompagnement, la formation et le réseautage destinés aux entrepreneuses.

## 14. Lutter contre la violence familiale

Le Bloc Québécois déplore et dénonce la violence envers les femmes, la violence conjugale et les féminicides, qui connaissent une triste et inacceptable recrudescence durant cette pandémie.

Le Bloc Québécois proposera des peines mieux adaptées et plus sévères pour les crimes liés à la violence familiale et inscrira ce type de crimes en tant que facteur aggravant dans le Code criminel, modifiant également la Loi sur les jeunes contrevenants.

Le Bloc Québécois proposera la tenue d'une commission d'enquête sur la prévention, l'encadrement législatif et la coercition des violences familiales qualifiées de « crimes d'honneur ».

Le Bloc Québécois exigera que le fédéral contribue financièrement aux efforts du gouvernement du Québec en matière de prévention de la violence, notamment quant à l'étude de mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de crimes sexuels et de violence conjugale.





## 15. Justice fiscale

Tous doivent faire leur juste part au Québec; incluant les grandes entreprises et les plus fortunés.

Le Bloc Québécois poursuivra ses efforts pour mettre fin à l'évitement fiscal des grandes entreprises dans les paradis fiscaux, qui est actuellement cautionné par Ottawa.

Tandis que les finances publiques ont enregistré des déficits colossaux durant la pandémie, les individus les plus riches se sont enrichis davantage. Le Bloc Québécois propose de créer un impôt supplémentaire spécial sur les grandes fortunes.



## 16. Éthique

La nation québécoise est friande de justice. Les Québécoises et les Québécois tolèrent mal ceux qui ont l'arrogance de présumer que les règles ne s'appliquent pas à eux et qui se croient méritoires d'un traitement de faveur.

Les Québécois veulent donc que leurs élus fassent preuve d'une probité exemplaire. Or, le premier ministre sortant a été condamné deux fois par le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, une première historique, sans pourtant subir de conséquence. Parallèlement, les pratiques de financement des grands partis sous forme de soirées privées à 1500 \$ l'entrée, avec accès privilégié aux décideurs, continuent de sévir au fédéral. Cette culture fondée sur le réseautage opaque et les liens avec les grands donateurs entache même jusqu'au processus de nomination des juges, alors que les libéraux nomment de manière disproportionnée leurs proches et donateurs à la magistrature.

Le Bloc Québécois donnera des dents et un pouvoir punitif au commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique. Nous redéposerons aussi un projet de loi pour réinstaurer le financement public des partis politiques afin d'éliminer toute impression ou possibilité de copinage. Nous continuerons de militer pour un processus impartial de nomination des juges.

Le Bloc Québécois rappelle qu'il est le seul parti à ne pas avoir demandé et reçu la subvention salariale, des sommes destinées aux entreprises et aux organismes communautaires et non pas à renflouer les coffres électoraux des politiciens. Le Bloc Québécois exigera de nouveau que les libéraux, les conservateurs, le NPD et le Parti vert remboursent chaque sou d'argent des contribuables qu'ils ont empoché avec la subvention salariale.

## 17. Relations de nation à nation

La nation québécoise a toujours cherché à entretenir des relations de nation à nation avec les communautés autochtones. Depuis des décennies, le Bloc Québécois a démontré qu'il est un allié des peuples autochtones. Il agira toujours en conséquence, dans le respect de leur droit inhérent à l'autodétermination.

Dans cinq ans, la Loi sur les Indiens fêtera son 150<sup>e</sup> anniversaire. Le Bloc Québécois souhaite ne jamais avoir à souligner 150 ans de racisme. C'est pourquoi le Bloc Québécois aspire à rendre inopérante cette loi.

Le Bloc Québécois travaillera de concert avec les nations autochtones sur la scène fédérale pour renforcer et garantir leurs droits inhérents. De concert avec les peuples autochtones, il veillera à ce que le gouvernement fédéral applique intégralement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans ses juridictions.

Ultimement, cette démarche vise l'abolition de la Loi sur les Indiens.

Nous croyons que l'application du droit à l'autodétermination interne, ainsi que du droit inhérent des Nations Autochtones à l'autonomie gouvernementale, sont les clés qui permettront le plein épanouissement de chacune d'entre elles. Il faut accélérer le déploiement de la Déclaration des Nations unies pour qu'elle puisse transformer la réalité sur le terrain. Ainsi, le Bloc Québécois propose de rénover la Politique de règlement des revendications globales de fond en comble, à la fois pour tenir compte de la Déclaration, mais aussi dans le but de créer une entité indépendante qui traiterait ces revendications. Un tel organisme permettrait d'accélérer le traitement des demandes et de mettre fin à la situation de conflit d'intérêts dans laquelle cette Politique place le gouvernement fédéral.

Chaque nation qui voudra exercer son droit à l'autonomie gouvernementale trouvera dans le Bloc, un allié. Le Bloc favorisera la cogestion des ressources avec les peuples autochtones.

Les dernières années ont suscité beaucoup d'espoir pour les Autochtones, mais également de grandes déceptions. Seize ans après le premier rapport du vérificateur général et six ans après avoir promis l'accès à l'eau potable pour toutes les communautés autochtones dès 2021, le Canada a échoué encore une fois.



La solution libérale pour régler les problèmes systémiques se limite souvent à annoncer de grandes sommes d'argent, parfois sans égard aux besoins réels des peuples autochtones. Trop souvent, cet argent ne se rend pas directement dans les communautés qui en ont besoin et dort dans les coffres d'Ottawa. Trop souvent, les gouvernements qui se sont succédé ont été lents à agir. Trop souvent, ils ne se hâtent qu'en situation de crise.

Le Bloc Québécois veillera à ce que les Nations Autochtones reçoivent leur dû et mettra de la pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il réalise les appels à l'action de la Commission de Vérité et Réconciliation.

Enfin, dans le sillage de la motion unanime élaborée avec les représentants autochtones que nous avons fait adopter lors de la dernière Journée nationale de peuples autochtones, nous maintiendrons la pression sur le gouvernement fédéral pour que les communautés disposent de toutes les ressources nécessaires pour lever le voile sur la réalité historique des pensionnats autochtones et pour contraindre les églises à ouvrir leurs archives.

Le Bloc Québécois veillera en outre à assurer la prévisibilité et la pérennité du financement des programmes permettant la guérison des victimes des pensionnats tels que le Programme de soutien en santé spécialement conçu à cet effet.





## 18. Soutien aux travailleurs

Les travailleurs du Québec paient leur juste part de cotisations dans l'espoir d'être soutenus si un malheur devait survenir. Or, la pandémie a révélé la faiblesse du filet social canadien alors qu'Ottawa a dû inventer de toutes pièces la PCU pour couvrir l'incapacité de l'assurance-emploi à protéger les travailleurs.

Le Bloc Québécois proposera une réforme globale de l'assurance-emploi qui protégera tous les travailleurs et qui tiendra compte des réalités de plus en plus incontournables des travailleurs autonomes ou à statut particulier, ainsi que du travail saisonnier. Cette réforme comblera également de manière permanente le trou noir de l'assurance-emploi.

Nous redéposerons aussi un projet de loi pour nous assurer que les travailleurs sous juridiction fédérale aient les mêmes droits que les autres, notamment en interdisant le recours aux briseurs de grève et en permettant le retrait préventif avec salaire des futures mamans.

Nous poursuivrons nos efforts pour faire des caisses de retraite, des créancières prioritaires en cas de faillite d'une entreprise.

## 19. Société d'accueil

Le Québec est une terre d'accueil : l'une des rares véritables terres d'opportunités où chaque talent a sa place et où on ne laisse personne derrière. Le Bloc Québécois souhaite faire de chaque nouvel arrivant au Québec, une histoire de succès.

Le Bloc Québécois proposera un train de mesures pour réduire les délais fédéraux inacceptables dans le traitement des demandes de résidence permanente et d'immigration, plus particulièrement afin d'accélérer le traitement des demandes de résidence permanente provenant du Québec, qui prennent de quatre à cinq fois plus de temps à être traitées par le fédéral que dans le reste du Canada.

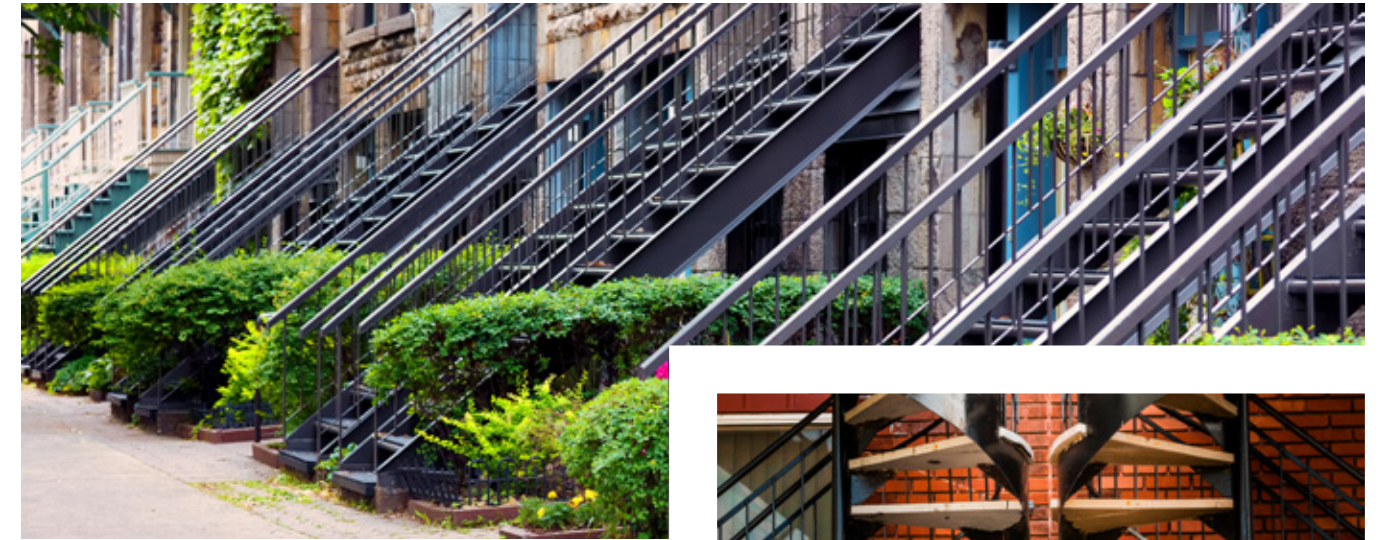
Nous exigerons le transfert du programme de travailleurs étrangers temporaires au Québec, puisqu'Ottawa refuse de le gérer convenablement, en plus de faciliter l'embauche de ces travailleurs.

L'intégration harmonieuse des nouveaux arrivants et la lutte au racisme sont des conditions essentielles à l'égalité des chances qui caractérise la nation québécoise. Le Bloc Québécois propose que le gouvernement fédéral donne l'exemple en ayant recours aux curriculum vitae anonymes au sein de sa fonction publique afin de lutter contre la discrimination à l'embauche.

Le Bloc Québécois exigera d'abroger l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin une fois pour toutes aux passages irréguliers à la frontière canado-américaine, permettant ainsi un accueil plus ordonné des migrants. Surtout, la fin de l'Entente mettra un terme au déséquilibre qui affecte le Québec et ses frontières, par lesquelles une écrasante majorité des demandeurs d'asile font leur entrée au Canada.

Le Bloc Québécois propose que le Québec soit une terre d'accueil privilégiée pour les réfugiés de langue française.

Enfin, parce que le modèle canadien du multiculturalisme nuit à l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise, le Bloc Québécois déposera un projet de loi pour exclure le Québec de la Loi sur le multiculturalisme afin de permettre au Québec de choisir son propre modèle.



## 20. Un toit pour tout le monde

Le Bloc Québécois propose qu'Ottawa réinvestisse progressivement en logement social, communautaire et réellement abordable jusqu'à atteindre 1 % de ses revenus annuels totaux afin d'assurer un financement constant et prévisible plutôt qu'en vertu d'ententes ponctuelles.

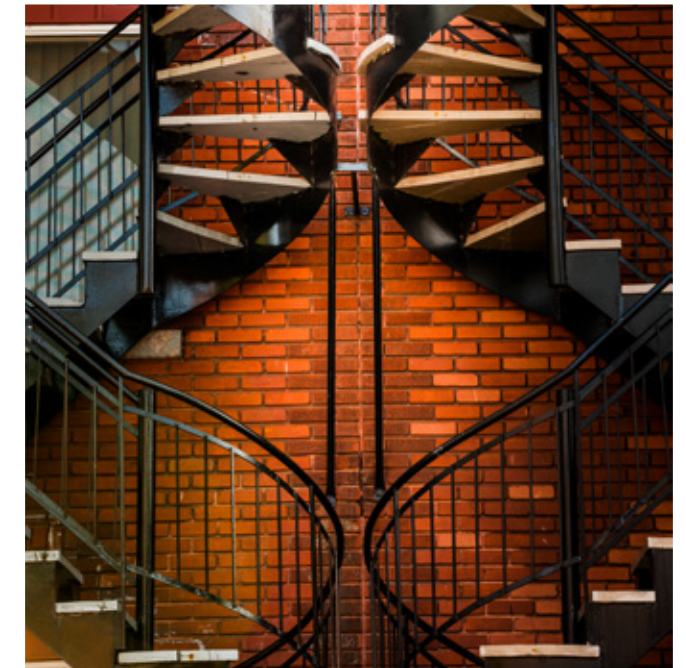
Le Bloc Québécois propose que toutes les propriétés excédentaires fédérales soient consacrées prioritairement au développement de logement social, communautaire et très abordable afin de contribuer à réduire la crise du logement.

Le Bloc Québécois proposera une taxe sur la spéculation immobilière afin de contrer la hausse artificielle des marchés.

Le Bloc Québécois proposera une réforme du régime d'accès à la propriété pour tenir compte des réalités différentes des ménages québécois et des situations familiales de plus en plus diversifiées.

Le Bloc Québécois propose que le fédéral procède à un réaménagement financier des différents programmes découlant de la Stratégie nationale sur le logement pour créer un fonds d'acquisition. La mise en place de ce fonds permettrait aux coopératives et aux OBNL d'acquérir des immeubles de logements actuellement accessibles dans le marché privé, de préserver leur caractère abordable et d'en faire des logements sociaux, communautaires et très abordables.

Le Bloc Québécois s'assurera que Québec reçoit sa juste part de financement, sans condition, des programmes fédéraux de lutte à l'itinérance, tout en demandant de rendre permanents les montants alloués dans la dernière année durant la pandémie.



## 21. Relations internationales

En matière de relations internationales, le Québec a pour politique officielle la doctrine Gérin-Lajoie. Celle-ci énonce que tout ce qui est de la compétence du Québec sur son territoire est de la compétence du Québec dans le monde. C'est le cas en matière d'éducation et de culture.

Le Bloc Québécois exigera que le Québec puisse conduire lui-même toutes ses relations internationales, incluant la conclusion de traités, dans ses champs de compétence. Ainsi, nous proposons un processus de représentation internationale semblable au modèle belge, ce qui ferait en sorte que le Canada devrait obtenir le consentement du Québec avant de prendre une position dans un enjeu relevant de ses compétences, comme à l'UNESCO.

Le Bloc Québécois exigera que le Canada cesse la vente de tout matériel militaire à l'Arabie saoudite alors qu'il est maintenant connu que le régime saoudien l'utilise contre la population civile, notamment au Yémen.



## 22. Une société pacifique

La prolifération des armes à feu doit être contenue, et ce, dans le respect des chasseurs et des sportifs, dont les activités légitimes impliquent des règles de sécurité, d'entreposage et de transport.

Le Bloc Québécois exigera un contrôle accru de la circulation d'armes et de pièces d'armes illégales aux frontières.

Nous exigerons que le programme de rachat des armes d'assaut soit obligatoire, autrement il devient inutile, et que le fédéral modifie les lois afin de définir ce qui constitue une arme d'assaut plutôt que bannir les modèles au cas par cas.

Nous proposons également que, puisque le fédéral manque de sérieux dans le contrôle des armes de poing, qu'il transfère l'entière responsabilité et des sommes associées au Québec afin d'éviter d'accabler les municipalités.

Ces resserrements sont essentiels pour la sécurité de nos communautés. Nous les devons aux victimes d'actes criminels tel le féminicide de Polytechnique.

## 23. Faire nos choix

Les Québécois sont maîtres chez eux. Ils n'ont pas besoin du gouvernement fédéral pour leur dicter à quoi peut servir l'argent des impôts qu'ils paient chaque année.

Le Bloc Québécois redéposera un projet de loi offrant au Québec un droit de compensation automatique avec plein dédommagement lorsqu'Ottawa crée des programmes fédéraux dans les champs de compétence exclusifs du Québec, ou cherche à assortir ces transferts d'argent de conditions.

Le Bloc Québécois estime qu'il faut abolir la fonction de gouverneur général. Néanmoins, la nomination d'une personne ne parlant pas le français à ce poste est révélatrice de la perte d'influence de la langue française au Canada ainsi que de la moindre importance qui est accordée à cette langue officielle. Ce choix démontre également le manque de crédibilité du gouvernement fédéral dans sa volonté de protéger et promouvoir le français.

# Québécois par ce que nous voulons

Plus que jamais, c'est sur les routes du Québec que l'été s'est déroulé. Bon nombre d'entre nous ont été éblouis par la rencontre du fleuve et de l'océan en Gaspésie, les escarpements du Fjord ou les paysages de la Côte-Nord. D'autres se sont remplis à ras bord du vent des îles ou de la quiétude de la forêt boréale. Plusieurs ont profité du beau temps pour se lancer dans les eaux accueillantes des lacs de l'Estrie ou des plages de notre mer intérieure du lac Saint-Jean. Et d'autres ont senti l'appel de notre métropole et de notre capitale nationale, avec leurs offres culturelles imbattables et leurs soirées aux mille possibles.

Et partout, le long de toutes ces routes, on croise des Québécois qui façonnent leur région et qui vivent de ses richesses. Des restaurateurs, hôteliers et aubergistes prêts à nous faire découvrir leur coin de pays. Des agriculteurs, des pêcheurs et autres artisans, fiers de nous offrir des produits uniques, d'une qualité irréprochable. Des chercheurs mettant à contribution notre expertise, notre énergie propre et nos ressources renouvelables en

quête d'un futur plus vert et prospère pour le Québec. Des pionniers visant à développer l'aérospatiale de demain, l'intelligence artificielle à la fine pointe, les technologies écologiques ou l'exploitation durable de notre forêt afin de consolider notre place au sein des grandes nations innovantes du monde. Autant de domaines où le Québec est un pôle disposant d'une expertise enviable que le gouvernement fédéral doit reconnaître et soutenir généreusement, plutôt que saupoudrer des subventions d'un océan à l'autre. Tous créateurs à leur manière, à la fois protecteurs de notre savoir-faire et garants de notre avenir collectif.

Des Québécoises et des Québécois : c'est d'eux et de leur famille qu'il s'agit lorsque le Bloc Québécois parle de transition écologique, de nationalisme économique et de développement régional; lorsque nous parlons de notre avenir.







## 24. Lutte aux changements climatiques

Depuis des années, les scientifiques sonnent l'alarme. « Il est minuit moins une en matière de réchauffement climatique », nous disaient-ils. Aujourd'hui, il est minuit et cinq. Le plus récent rapport du GIEC confirme que certains changements engendrés par la libération de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont irréversibles. L'urgence climatique est devenue une crise climatique.

Le Canada, en tant que quatrième producteur en importance de pétrole dans le monde, a une responsabilité singulière en matière climatique. La cible de carboneutralité en 2050 est incompatible avec les plans d'augmentation de la production pétrolière et gazière jusqu'en 2045. Le Canada doit accélérer sa transition énergétique.

Les vagues de chaleur historiques et accablantes pour les aînés; les feux de forêt; les inondations; les cocktails météo inhabituels qui bouleversent nos agriculteurs : les effets des changements climatiques se font déjà lourdement ressentir au Québec.

Le Bloc Québécois modifiera la Loi sur la carboneutralité pour y insérer les cibles de réduction de gaz à effet de serre du gouvernement canadien pour 2030 afin de l'obliger à les respecter.

Le Bloc Québécois exigera un test climat pour l'ensemble des politiques fédérales afin de mesurer l'impact sur l'environnement et les changements climatiques de toutes les décisions gouvernementales.

En lien avec ce test climat, le Bloc Québécois propose que le fédéral impose des critères environnementaux rigoureux dans l'octroi de contrats publics.

Nous défendrons la souveraineté environnementale du Québec afin que les lois plus strictes du Québec et les règlements municipaux s'appliquent sur notre territoire.

Nous proposons l'instauration d'une péréquation verte afin d'imposer le principe du pollueur-payeur et de récompenser les efforts des provinces qui luttent effectivement contre les changements climatiques.

Le Bloc Québécois proposera du financement fédéral pour contrer l'érosion des berges, tant celle causée par les changements climatiques, que celle découlant de la circulation sur le fleuve et la voie maritime.

## 25. Transition écologique

Le Bloc Québécois soutiendra la transition vers les énergies vertes en proposant des investissements massifs dans l'innovation écologique, les changements technologiques ainsi que la recherche et développement dans toutes les régions du Québec. Le Bloc Québécois souhaite propulser une relance verte créatrice de richesse par le tissu entrepreneurial québécois, soutenue par notre savoir-faire et notre innovation.

Le Bloc Québécois exigera de nouveau la fin des subventions aux énergies fossiles, comme le Canada s'y engage à répétition depuis 2009.

Le Bloc Québécois propose de rediriger la part québécoise des sommes investies dans les énergies fossiles vers les énergies propres du Québec et nos centres de recherche, tout en maintenant le financement nécessaire pour la transition hors des énergies fossiles dans l'Ouest canadien. Le Canada emprunte le chemin inverse : non seulement les subventions aux énergies fossiles n'ont pas diminué sous les libéraux, elles ont augmenté au-delà de l'ère Stephen Harper!

Le Bloc Québécois s'opposera à l'instauration d'un corridor énergétique pancanadien empiétant sur le territoire québécois, qu'il s'agisse d'un oléoduc ou de lignes de transport d'électricité, contournant ou faisant concurrence, à Hydro-Québec.

Le Bloc Québécois exigera que le gouvernement fédéral dise non à tout nouveau projet de transport de pétrole interprovincial, qu'il s'agisse d'oléoducs destinés à l'exportation ou d'une intensification du transport ferroviaire.

Le Bloc Québécois proposera qu'à titre de première forme de compensation pour le financement de Muskrat Falls et la concurrence déloyale de Terre-Neuve contre Hydro-Québec, la TPS cesse d'être perçue sur les factures d'Hydro-Québec des ménages.

Le Bloc Québécois déposera une loi zéro émission pour obliger les concessionnaires automobiles à tenir un inventaire convenable de véhicules électriques afin qu'ils soient accessibles pour les consommateurs.

Le Bloc Québécois exige que le fédéral cesse de financer des concurrents ontariens au Québec et contribue plutôt à la filière électrique québécoise ainsi qu'au projet de faire du Québec « la batterie de l'Amérique du Nord ». L'avenir passe par le financement des PME innovantes du Québec et non pas par les multinationales de l'automobile en Ontario.



Le Bloc Québécois propose que la flotte de véhicules du gouvernement fédéral soit composée à 100 % de véhicules zéro émission.

Le Bloc Québécois exigera que le fédéral sabre la Stratégie canadienne pour l'hydrogène, inefficace et polluante, pour plutôt contribuer financièrement au développement et à la promotion de la filière de l'hydrogène vert par Hydro-Québec.

Le Bloc Québécois s'opposera au développement du nucléaire, incluant les petits réacteurs modulaires, et à tout risque pour le Québec de contamination aux déchets nucléaires qu'impliquent des projets comme le dépotoir de Chalk River, le long de la rivière des Outaouais.

Le Bloc Québécois propose de mettre fin au projet d'élargissement de l'oléoduc Trans Mountain et s'opposera à tout projet d'exportation de pétrole issu des sables bitumineux.

Le Bloc Québécois souhaite mettre un frein à la culture du jetable en déposant un projet de loi pour empêcher l'obsolescence programmée. Il aura notamment pour effet d'assurer que la Loi sur les brevets et la Loi sur le droit d'auteur ne puissent être invoquées pour empêcher la réparation de produits récupérables.





## 26. Nationalisme économique

L'économie du Québec est ouverte au monde et à l'investissement étranger. Par contre, lorsqu'une multinationale étrangère met la main sur une entreprise de chez nous, le Québec perd un levier de décision de même qu'un bassin d'expertises et de bons emplois. Le destin économique du Québec ne peut, ni ne doit, être entièrement à la merci de décisions prises à l'étranger, particulièrement dans nos secteurs stratégiques et nos secteurs de pointe. En effet, la pandémie a révélé l'importance de préserver nos entreprises et notre capacité de production. Le Bloc Québécois poursuivra une politique de nationalisme économique dans une perspective de résilience et d'autonomie, en vue d'assurer le maintien et le développement de nos entreprises.

Celle-ci impliquera de resserrer le contrôle des investissements étrangers pour mieux protéger les fleurons de notre économie contre les prises de contrôle; de renoncer définitivement au projet de concentrer à Toronto l'encadrement du secteur financier, essentiel au maintien de la place financière montréalaise et à la préservation des sièges sociaux qui en dépendent; de développer une politique d'approvisionnement qui favorise les PME et prend en compte les impacts environnementaux des achats gouvernementaux; et de développer une stratégie industrielle qui favorise une certaine autosuffisance dans les domaines essentiels et stratégiques.

Les liens entre le Québec, le Canada et les États-Unis forment nos relations commerciales, frontalières et diplomatiques les plus étroites. Nos économies sont intégrées.

Le plan de relance économique présenté par le président américain offre d'intéressantes opportunités pour nos entreprises exportatrices, mais le resserrement des dispositions de la loi « Buy American », proposée par Joe Biden, pourrait toutefois nuire à nos ambitions.

Le Bloc Québécois s'attendra à ce que le gouvernement fédéral négocie une exemption pour les entreprises d'ici, dans le domaine des énergies vertes et des technologies à faible émission carbone.

Le gouvernement fédéral doit aussi se tenir debout devant les États-Unis dans tout conflit commercial impliquant notre agriculture, notre industrie du bois d'œuvre, notre aluminium ou toute autre charge induite contre l'économie du Québec.



## 27. Agriculture et agroalimentaire

Le modèle d'agriculture à l'échelle humaine du Québec se démarque dans un monde industriel nord-américain où l'occupation productive, mais paisible, du territoire ne fait plus partie de la réflexion.

Le Bloc Québécois redéposera un projet de loi pour protéger intégralement la gestion de l'offre dans les futurs accords de libre-échange. Nous nous pencherons également sur l'augmentation de la capacité d'abattage, alors que la concentration du marché et les lacunes des politiques actuelles entraînent des voyages interminables pour les animaux, parfois même leur euthanasie, et du gaspillage alimentaire. Nous pousserons le fédéral à reconnaître la multifonctionnalité des agriculteurs dans son soutien financier de manière à reconnaître l'apport des petits producteurs.

Le Bloc Québécois s'assurera que les agriculteurs et les transformateurs soient pleinement compensés pour les brèches dans la gestion de l'offre contenues dans les accords de libre-échange avec l'Europe, la zone Pacifique et l'Amérique du Nord.

Le Bloc Québécois proposera d'encourager les petits distillateurs québécois de toutes les régions et leurs produits uniques, en réduisant la taxe d'accise sur l'alcool selon le volume de production des entreprises, inspiré de ce que le Québec offre aux microbrasseries.

## 28. Saine alimentation

Les Québécois veulent que les produits qu'ils préparent et mettent dans les assiettes de leur famille soient les plus frais et les plus sains. C'est pourquoi la décision de Santé Canada, renversée à la suite de pressions politiques du Bloc Québécois, d'augmenter la quantité de pesticides, notamment le glyphosate, dans certains types d'aliments a mis le Québec en colère.

Le Bloc Québécois dénonce fermement l'à-plat-ventrisme du fédéral devant les multinationales des pesticides et se méfie de la décision de reporter l'augmentation des résidus de pesticides à 2022, une tentative évidente d'étouffer l'affaire avant l'élection.

À la lumière de ce scandale, le Bloc Québécois propose une enquête sur les liens et le potentiel copinage entre Santé Canada et les multinationales des pesticides, comme Bayer et Syngenta.

Le Bloc Québécois réitère qu'il faut chercher à éliminer les pesticides de la famille des néonicotinoïdes et non pas à en augmenter l'usage. Nous répétons qu'il faut investir 300 M\$ dans la recherche d'une solution alternative et dans l'accompagnement des producteurs agricoles durant la transition.

Le Bloc Québécois propose également l'étiquetage des OGM, rendu d'autant plus pertinent avec l'apparition dans nos épiceries d'un saumon transgénique, ouvrant la porte à la viande génétiquement modifiée.

Le Bloc exigera du fédéral un plan de traçabilité des produits de la mer du navire à l'assiette, afin d'informer adéquatement les consommateurs, favoriser l'achat local et lutter contre la pêche illégale.



## 29. Aérospatiale

De tous les pays disposant d'une industrie aérospatiale, le Canada est le seul à ne pas avoir de politique permettant d'assurer son développement. Pourtant, la grande région montréalaise est l'une des trois seules sur la planète où l'on peut développer et construire un avion de A à Z. À la veille des élections, après que le Bloc Québécois l'ait talonné, le gouvernement fédéral a improvisé une annonce et débloqué des fonds, mais n'a toujours pas de politique permettant de soutenir l'ensemble de l'écosystème. Le Bloc insistera sur des retombées industrielles substantielles découlant des achats militaires; un soutien prévisible et durable à la recherche et au développement permettant de concevoir et construire chez nous les aéronefs écoénergétiques de demain et de développer la filière du recyclage d'aéronefs; et de l'accompagnement permettant aux quelque 200 PME de l'aérospatiale de passer au travers la crise actuelle du secteur de l'aviation et de s'insérer dans les projets de développement qui assureront la pérennité du secteur.



## 30. Industrie forestière

La forêt couvre plus de la moitié du territoire québécois. Près de 60 000 Québécois lui doivent leur emploi. Mais la forêt est le parent pauvre dans les investissements fédéraux en matière de ressources naturelles.

Le Bloc Québécois propose un plan de maximisation du potentiel de la forêt québécoise, ayant pour buts et effets la transformation locale, le développement d'innovations technologiques et la hausse de la productivité dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Le plan proposé par le Bloc Québécois permettra également de réduire la vulnérabilité du Québec aux traités commerciaux et de diminuer la pression sur la ressource première en augmentant la diversité des emplois, notamment via la transformation ainsi que la création de technologies vertes exportables.



## 31. Aluminium propre

Le Bloc Québécois soutiendra le développement de l'aluminium du Québec, le plus vert au monde. Le gouvernement fédéral doit financer un fonds de soutien à la transformation au Québec de l'aluminium québécois, notamment en y réinvestissant l'ensemble des sommes perçues en contre-tarifs dans les conflits du libre-échange avec les États-Unis en 2018-2019.

## 32. Infrastructures

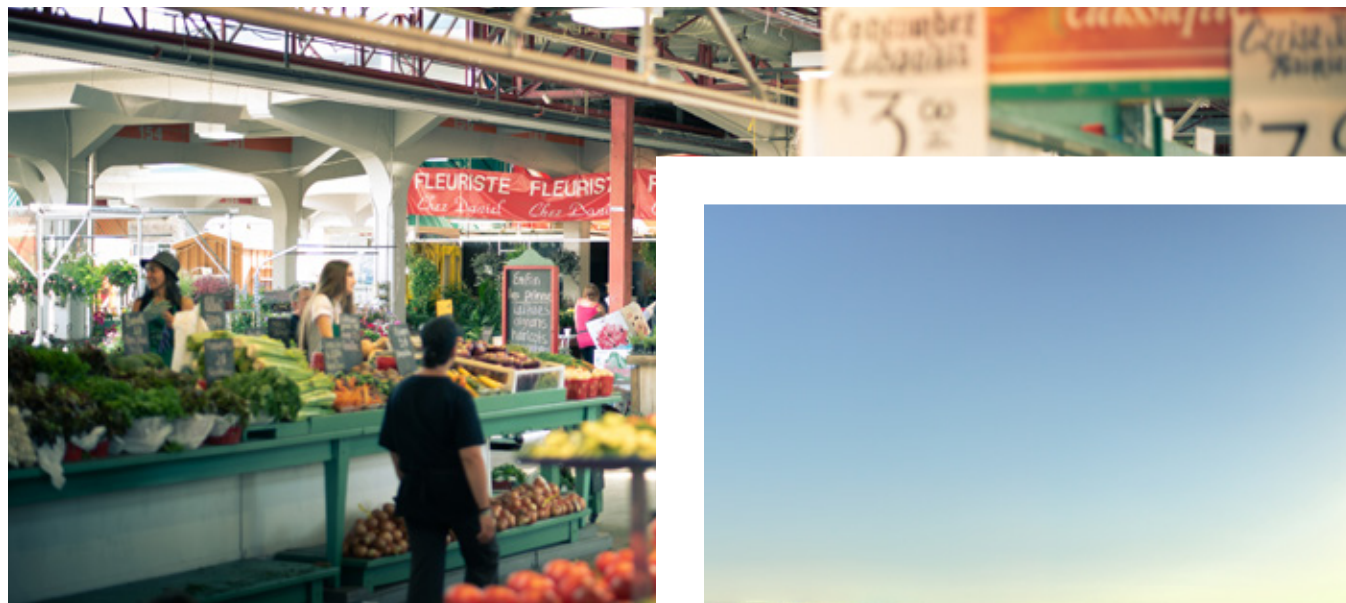
Les Québécois s'attendent à un niveau de services élevé et à des installations de qualité là où ils résident. Les investissements fédéraux en matière d'infrastructure sont la source d'incessants conflits qui retardent la mise en chantier des projets des municipalités.

Le Bloc Québécois exige donc le transfert sans condition au Québec de toute somme fédérale dédiée aux infrastructures.

Le Québec saura prioriser ses propres projets selon ses propres priorités.

Le Bloc Québécois soutient le train à grande fréquence Toronto-Québec en passant par Trois-Rivières, que les libéraux promettent à chaque élection depuis 2015 sans le moindre progrès dans la réalisation de ce projet structurant.





### 33. Mise en valeur du territoire

En plus d'offrir une qualité de vie inégalable, les régions du Québec ont un potentiel sous-estimé et sous-financé par le gouvernement fédéral. Le Bloc Québécois soutiendra le développement économique de chaque région du Québec.

Afin de régler les difficultés d'accès à nos régions qui freinent leur essor, compliquent le développement économique et dissuadent les familles de s'y installer, le Bloc Québécois proposera un plan pour désenclaver les régions, incluant le soutien à une alternative québécoise à Air Canada hors des grands centres, l'obligation pour Air Canada d'offrir des services acceptables entre-temps, la remise à niveau du réseau ferroviaire et l'augmentation des services de VIA Rail. Nous exigerons de plus qu'Ottawa aille enfin de l'avant avec le projet de train à grande fréquence, après trois élections de promesses libérales sans une seule pelletée de terre ou action concrète.

Le Bloc Québécois propose de décentraliser la fonction publique fédérale, largement concentrée dans la région d'Ottawa, afin de créer des pôles d'emplois en région. Le Bloc propose de faciliter le travail en région par le biais de crédits d'impôt pour les diplômés et les immigrants qui choisiront de s'installer hors des grands centres. Le Bloc Québécois propose de pérenniser la déduction d'impôt pour télétravail instaurée durant la pandémie.

Le Bloc Québécois propose de régionaliser les programmes de développement régional en décentralisant Développement économique Canada et en confiant les sommes à des fonds régionaux qui permettront aux régions de gérer de manière autonome, leurs priorités. Les décisions concernant l'avenir de nos régions ne doivent plus se prendre à partir d'Ottawa.



### 34. Achat local

Ce sont nos artères principales qui caractérisent nos villes et villages et au premier chef, nos commerces locaux. Or, tandis que ces derniers étaient forcés de fermer, puis d'ouvrir à capacité réduite en raison de la crise sanitaire, les multinationales étrangères engrangeaient des profits records.

Le Bloc Québécois déposera une stratégie pour soutenir l'achat local et les commerces de chez nous, visage de nos rues principales et rouages essentiels de l'économie régionale.

Le Bloc proposera notamment de bonifier le soutien à la transition numérique des entreprises, des frais de cartes de crédit moins élevés pour les transactions en ligne et des délais supplémentaires pour rembourser sans pénalité les prêts contractés durant la pandémie.

### 35. Rapport d'impôt unique

Les Québécois sont les seuls à remplir deux déclarations de revenus chaque année, un dédoublement de temps, de bureaucratie et de coûts évitable.

Le Bloc Québécois redéposera un projet de loi pour obliger Ottawa à initier les négociations avec le Québec afin de lui confier l'administration d'un rapport d'impôt unique. En plus de faire économiser les ménages et entreprises, cette mesure permettra de mettre fin à un dédoublement administratif, tout en conférant au Québec des pouvoirs supplémentaires pour agir contre le recours aux paradis fiscaux.



### 36. Industrie navale

Le Québec compte sur le plus grand chantier de construction navale au Canada, le meilleur en Amérique du Nord selon la Lloyd's List : Chantier Davie, à Lévis. Mais la part du lion des contrats de construction de navires du Canada est confiée à des chantiers de Colombie-Britannique et de Nouvelle-Écosse qui croulent sous les délais. D'un pactole de plus de 100 milliards \$ en contrats fédéraux, la Davie n'a toujours pas reçu le dixième, même si elle représente 50 % de la capacité de construction navale du Canada.

Le Bloc Québécois propose une révision complète de la stratégie navale, un échec fédéral colossal, afin d'arriver à un nouveau plan qui inclura la Davie comme partenaire à la hauteur de sa capacité de production.

### 37. Saint-Laurent

Le gouvernement fédéral néglige le Québec fluvial et maritime. Le Bloc Québécois propose que le fédéral remette immédiatement en état les installations portuaires, afin d'éviter des ruptures de service en pleine saison de pêche comme à Cap-aux-Meules le printemps dernier. Le Bloc Québécois propose l'élargissement de la portée du Fonds des pêches afin que les sommes puissent servir à une plus grande diversité de projets, comme le parc d'hivernage de Grande-Rivière. Le Bloc Québécois proposera une stratégie pour le développement et la diversification du commerce des produits de la pêche québécoise.

### 38. Anciens combattants

Le gouvernement fédéral a laissé tomber ses vétérans. Non seulement le gouvernement a un arriéré croissant de demandes de prestations non traitées, mais les francophones sont systématiquement défavorisés et doivent attendre de deux à trois fois plus longtemps que les anglophones pour recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.

L'ombudsman des vétérans avait déterminé que le temps de traitement médian pour les francophones était de 52 semaines, contre 19 pour les anglophones.

Le Bloc Québécois propose de suivre les recommandations du directeur parlementaire du budget afin d'embaucher le personnel suffisant pour éliminer les arriérés et faire en sorte que les vétérans francophones reçoivent leurs prestations dans les plus brefs délais.



# Québécois comme le Bloc

**Le Bloc Québécois a fait adopter une motion par la Chambre des communes reconnaissant que les Québécois forment une nation dont la langue commune et officielle est le français. Pour la première fois, la Chambre reconnaît que non seulement le Québec est une nation, mais que celle-ci a des attributs qui lui sont propres, à commencer par le français.**

Notre culture, notre attachement à l'égalité entre les femmes et les hommes, notre modèle d'intégration sont autant d'attributs fondamentaux de la nation québécoise. Tout comme notre capacité d'innovation en matière d'aérospatiale, notre capacité à développer des énergies propres, nos relations avec les Premières Nations ou notre approche des relations de travail. Ces différences et notre volonté de faire nos propres choix sont au cœur de l'engagement de l'équipe du Bloc Québécois.

La pandémie de la Covid-19 nous a rappelé que le Québec a ses propres façons de faire aussi en matière de solidarité sociale. En temps de crise, c'est vers le gouvernement du Québec que se tournent les Québécois et c'est pourquoi nous portons la volonté de l'Assemblée nationale à Ottawa, sans compromis.

Parce que pour le Bloc, seuls comptent les intérêts des Québécois. Seul compte le Québec.

**Nous sommes le Bloc.  
Nous sommes Québécois.**



**bloc**quebécois**.quebec**